

The Conversation, 03 de junho de 2021

## **Le Brésil, une démocratie militarisée**

Por: Maud Chirio

Lorsque l'ancien capitaine parachutiste Jair Bolsonaro est investi à la présidence de la République brésilienne, le 1er janvier 2019, la forte militarisation de son gouvernement attire peu l'attention des observateurs. Elle inquiète moins que l'extrême radicalité des propos du nouveau président, ses appels à la violence et le profil ultraconservateur de certains ministres civils, comme les climatosceptiques Ricardo Salles et Ernesto Araujo, qu'il nomme respectivement à l'environnement et aux relations extérieures.

Ce dernier, fidèle trumpiste et disciple du pseudo-philosophe d'extrême droite Olavo de Carvalho, incarne même ce que les journalistes baptisent « l'aile idéologique » du gouvernement, la plus encline au conspirationnisme, à la rupture sur la scène internationale et à la désignation d'ennemis dans la « guerre culturelle » que les bolsonaristes entendent mener. Elle serait opposée à une « aile militaire » plus modérée, composée du vice-président, le général Hamilton Mourão, et du tiers du cabinet qui porte l'uniforme, en particulier les figures fortes que sont les généraux Augusto Heleno (chef du Cabinet de sécurité institutionnelle, centrale de renseignement directement liée à la présidence) et Braga Netto (chef de cabinet de la présidence à partir de février 2020).

La militarisation progressive du pouvoir

Au fil des mois, la militarisation du gouvernement et de toute l'administration gouvernementale ne fait que s'accroître : 7 des 23 ministres sont des officiers en janvier 2019 ; au début 2020, le gouvernement intègre deux hommes en armes supplémentaires aux postes stratégiques de chef de cabinet de la présidence et de ministre de la Santé. Parallèlement, le nombre d'officiers dans l'administration connaît une inflation étourdissante, tandis que les directions de grandes entreprises publiques sont confiées à des généraux. Il s'agit donc d'une militarisation de l'ensemble du régime.

L'alliance entre le clan bolsonariste et les états-majors est émaillée de frictions, que les militaires ne cessent de présenter comme des signes d'autonomie et même de maintien d'un « apolitisme » de l'institution armée, afin de préserver leur image publique et des portes de sortie.

Pourtant, plusieurs dynamiques sont évidentes : premièrement, la présidence utilise le corps des officiers comme sa base politique, un « parti militaire » à qui distribuer des postes, des prébendes, et de qui attendre un soutien sans faille dans le rapport de forces avec l'opposition et d'autres institutions d'État.

L'hostilité que Bolsonaro et ses partisans vouent à la Cour suprême (Supremo Tribunal Federal, ou STF) depuis que ses juges ont commencé à émettre des signes en faveur de la restitution des droits de l'opposition (l'ex-président Lula au premier chef), est par exemple encouragée par les généraux qui entourent le président.

C'est d'ailleurs sous la pression publique, via Twitter, du commandant en chef de l'armée Villas-Boas, que le STF avait décrété l'incarcération de Lula en avril 2018. À quelques jours du premier tour de la présidentielle, en octobre 2018, l'un des fils Bolsonaro avait déjà promis que « pour fermer le STF il suffirait d'un caporal et un soldat ». Depuis l'élection, nombreux sont les épisodes de menaces explicites de Bolsonaro envers les juges, appuyées par des manifestations de militants bolsonaristes dans la rue ou en ligne, mais aussi par des généraux qui mettent en scène l'affrontement entre leur corporation et la haute Cour.

Deuxièmement, l'écrasante majorité des généraux considère – ou considèrerait jusque très récemment – Jair Bolsonaro comme le meilleur défenseur de leurs intérêts et des politiques qu'ils souhaitent mener. Il existe en effet plus de divergences de forme que de fond entre l'« aile idéologique » et l'« aile militaire ». Tous ces acteurs évoluent dans des imaginaires ultraconservateurs, où la « gauche » doit être exclue du jeu politique ; où l'Occident est en « guerre culturelle » contre des idéologies hostiles à l'unité des nations, à leurs traditions chrétiennes, à l'ordre social et domestique ; où le « communisme » n'est pas mort et la dictature militaire (1964-1985) est un âge d'or où il a été courageusement combattu ; où les démocraties occidentales sont agonisantes et dans l'attente d'une régénération. Ces imaginaires communs sont la raison pour laquelle les

états-majors ont très tôt (dès 2014) coopté Bolsonaro et ont ensuite contribué décisivement à son accession au pouvoir.

Une armée qui n'a jamais vraiment renoncé au pouvoir

La militarisation du pouvoir brésilien est donc le résultat d'un pacte scellé entre l'outsider fascisant Bolsonaro et des généraux ultraconservateurs désireux de se rapprocher, voire de revenir au pouvoir. Ce phénomène contredit la représentation qui était la nôtre de la trajectoire politique du pays : celle d'une transition démocratique consolidée, qui avait pour clés de voûte non seulement la soumission des forces armées au pouvoir civil, mais également leur renoncement à tout agenda politique. Comment comprendre cette situation ? Trois ensembles de facteurs semblent à considérer, à différentes échelles de temps.

Le premier est l'incomplétude de la transition démocratique brésilienne, sans justice, sans épuration des forces de l'ordre, et sans véritable imposition de l'autorité civile sur l'institution armée. Depuis 1985, tous les présidents brésiliens ont dû prendre des pincettes avec leurs états-majors, pour mettre en place des dispositifs de justice transitionnelle, nommer les ministres de la Défense ou envisager des réformes de la formation militaire. Rappelons que le premier ministre de la Défense choisi par Lula, le diplomate José Viegas, avait été contraint à la démission en 2004 car il avait osé s'opposer à l'éloge de la dictature par de hauts commandants. La culture institutionnelle militaire est demeurée hostile à la classe politique civile, avec l'imaginaire d'une corruption et d'une incompétence généralisées ; et laudatrice à l'égard de la dictature. Cependant, jusqu'en 2018, les états-majors se sont gardés d'intervenir ouvertement dans le jeu politique, même lors des élections de l'ancien syndicaliste Lula (2002, 2006) puis de l'ancienne guérillera Dilma Rousseff (2010, 2014). Les pressions se sont essentiellement réalisées en coulisses et sur des questions concernant la corporation, ou ses agissements pendant la dictature.

Dans cette institution rétive à l'intégration dans une démocratie civile, les secteurs très radicaux, ouvertement nostalgiques d'un ordre autoritaire et très sensibles à l'essor de la « Nouvelle droite » dans l'espace occidental ont été considérés comme beaucoup plus isolés qu'ils ne l'étaient réellement – c'est le second facteur. Des officiers à la retraite, pour beaucoup d'anciens membres de l'appareil répressif, ont créé dès les

années 1990 des groupuscules activistes, véritables creusets d'une fusion entre les imaginaires contre-insurrectionnels de la guerre froide, et la pensée de la Nouvelle droite états-unienne.

Le communisme n'était pas mort : ses nouveaux visages étaient les combats culturels progressistes (féminisme, droits des populations périphériques, indigènes et LGBTQ+, défense de l'environnement, du multilatéralisme), la défense des droits humains et les politiques mémorielles, promus par des partis fardés en socio-démocrates (comme le Parti des Travailleurs) mais ayant en réalité des ambitions totalitaires. Ce système de pensée, longtemps perçu comme anachronique et délirant, se diffuse en fait dès le milieu des années 2000 au sein de l'armée d'active.

Un dernier ensemble de facteurs a trait aux missions des forces armées sous le régime démocratique : la défense du territoire y est périphérique, en comparaison des opérations de sécurité urbaine (lutte contre le narcotrafic, « pacification » des favelas) et d'administration du territoire. Les forces armées se convertissent, adaptent leur formation et assurent leur légitimité publique en devenant des polices – violentes – et des constructeurs de routes, de ponts, des agents palliant l'État là où il est peu présent.

Cette compétence s'exporte dans le cadre d'opérations de maintien de la paix, encadrées par les Nations unies, notamment dans le cadre de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH), dont le commandement est assuré par des officiers brésiliens pendant tout son exercice (2004-2017). Cette corporation très autonome, méfiante à l'égard de la classe politique et du pouvoir civils, renforce dans ce contexte sa conviction qu'elle sait et peut gouverner. Notons ainsi que les anciens commandants de la MINUSTAH, parfois également impliqués dans de grandes opérations de maintien de l'ordre au Brésil, font ou ont fait partie de la garde rapprochée de Bolsonaro.

La fin de l'alliance entre Bolsonaro et l'armée ?

Ces facteurs imbriqués ont sous-tendu, dans le milieu des années 2010, la mise sur pied d'un projet de pouvoir. Alors que le premier mandat de Dilma Rousseff (2010-2014) est déstabilisé par des contestations populaires, une crise économique et des scandales de corruption, une partie des officiers adhère à une distorsion du jeu démocratique dont ils espèrent tirer bénéfice.

Ils sont particulièrement échaudés par la Commission nationale de la Vérité (2012-2014), qui relate et condamne officiellement les crimes commis sous la dictature : ils y voient une manifestation du « revanchisme » d'une gauche communisante. Des officiers se positionnent partout : dans le judiciaire, dans les milices digitales, dans l'administration, et se portent candidats par centaines dans toutes les assemblées du pays. Une partie des états-majors appliquent des stratégies de « guerre hybride » des manuels militaires occidentaux, destinés à déstabiliser discrètement des systèmes politiques tout en feignant d'en respecter les règles.

Les forces armées ont donc joué un rôle central, bien qu'en coulisses, dans la sortie de route de la démocratie brésilienne depuis le coup d'État institutionnel contre Dilma Rousseff (2016) jusqu'à l'élection de Jair Bolsonaro (2018). Le mandat actuel est leur rétribution pour ce rôle, mais l'ex-capitaine qu'ils estimaient disposé à servir leurs intérêts est actuellement de plus en plus discrédité par sa gestion catastrophique de la crise sanitaire due à la Covid-19.

Certains commencent à quitter le navire, à grand fracas comme lors des démissions collectives du 29 mars dernier (départs du ministre de la Défense et des commandants des trois forces), ou plus discrètement avec la pratique d'« effacement de traces digitales » de militaires ultra-politisés : depuis quelques semaines, on observe en effet la suppression de dizaines de comptes et d'historiques, sur les réseaux sociaux, d'hommes en armes ayant participé à la politisation de leur corporation.

Bolsonaro, politiquement isolé, n'est plus protégé que par la popularité qu'il conserve encore auprès d'un tiers de la population. En s'éloignant du président, les états-majors n'entendent cependant pas quitter définitivement les structures du pouvoir ; ils souhaitent au contraire se donner les moyens de survivre politiquement à une chute, ou à une non-reconduction au pouvoir, du président. Les conséquences de ce projet de pouvoir pour la survie de la démocratie brésilienne dans les années à venir sont difficiles à anticiper.

Article nourri de plusieurs chapitres de l'ouvrage « Os militares e a crise brasileira » (João Roberto Martins Filho org., Alameda, 2021), en particulier ceux de Manoel Domingos Neto, Eduardo Costa Pinto, Adriana Marques, Piero Leirner et de l'auteure elle-même.

Fonte original: <https://theconversation.com/le-bresil-une-democratie-militarisee-160636>